

Une évaluation des objectifs et des résultats des politiques agricoles

Akder H., Kasnakoglu H.

in

Tekelioglu Y. (ed.).
Agricultures méditerranéennes : la Turquie

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 1

1989

pages 153-161

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI890335>

To cite this article / Pour citer cet article

Akder H., Kasnakoglu H. **Une évaluation des objectifs et des résultats des politiques agricoles.**
In : Tekelioglu Y. (ed.). *Agricultures méditerranéennes : la Turquie*. Montpellier : CIHEAM, 1989. p. 153-161 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 1)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

IV-1

Une évaluation des objectifs et des résultats des politiques agricoles*

Halis AKDER
Haluk KASNAKOĞLU

I - Nature et ampleur de l'intervention étatique

Le secteur agricole a été l'objet d'interventions directes et indirectes depuis fort longtemps. De nombreux instruments de politique agricole – comme les prix de garantie, la subvention aux intrants, les crédits, les quotas, les tarifs, la distribution de terres, les investissements d'infrastructure, les services de vulgarisation, etc. – ont été utilisés pour atteindre certains objectifs fixés, comme la stabilité des prix et des revenus, la stimulation de la production et du revenu, la satisfaction de la demande, l'amélioration de la balance des paiements, etc.

Cinq ministères et près de vingt agences semi-autonomes (entreprises d'Etat, monopoles d'Etat, unions de coopératives de vente et/ou de crédit) sont directement impliqués dans la formulation et l'administration des seules politiques de prix. A l'exception des fruits frais et des légumes presque tous les produits agricoles sont soumis à des

systèmes de contrôle étatique, soit environ 90% de la valeur totale de la production agricole (**tableau 1**). De la même manière tous les intrants modernes, sont soit produits ou distribués, soit ont des prix fixés par l'Etat (**tableau 2**). Lorsque l'on compare la production non commercialisée et le pourcentage de la production commercialisée achetée par le gouvernement, le niveau d'intervention apparaît clairement (**tableau 3**).

A ces interventions l'on doit ajouter les investissements d'infrastructure : route, programme d'irrigation, conservation et amélioration des terres, services de vulgarisation, etc., qui contribuent à fournir les intrants à la production agricole à des coûts nuls ou fortement subventionnés.

Bien que les objectifs et les instruments prioritaires aient pu changer légèrement selon les périodes ou les circonstances sociales, économiques et politiques auxquelles avaient à faire face les décideurs politiques, l'intervention du gouvernement dans l'agriculture est une constante (Kasnakoğlu, 1986).

* Cette contribution a bénéficié de manière importante du chapitre VI du livre de MM. Kasnakoğlu, Akder et Gürkan, (1987).

II - Impact des politiques agricoles

Nous analyserons ici plus en détail les intentions et les résultats des politiques agricoles gouvernementales. Nous mettrons d'abord en évidence les objectifs recherchés, puis jusqu'où ils ont été réalisés. Nous examinerons ensuite les effets généraux d'allocation de ressource et en particulier les effets sur la demande en travail, pour comprendre l'impact des politiques agricoles sur l'emploi.

1. Les objectifs affichés des décideurs

Les intentions «affichées» par les politiciens et les décideurs en Turquie peuvent être bien perçues dans les Plans quinquennaux de développement. Ceux-ci ont toujours compris une ou deux pages concernant les «politiques de soutien des prix». Chacun peut se rendre compte des différences entre les plans successifs, mais aussi des objectifs inchangés, des politiques et des instruments permanents. L'accent mis sur le contrôle de l'inflation, les exportations (et les prix mondiaux), la préférence accordée aux subventions aux intrants, le choix de la vulgarisation, plutôt que le soutien direct aux producteurs ou la structure des prix relatifs, font partie de ces instruments et ces objectifs permanents (**tableau 4**).

Les politiques de soutien ont, dans tous les Plans, toujours été comprises, implicitement ou explicitement, comme des politiques inflationnistes. Plus précisément, les intentions des décideurs étaient d'appliquer des niveaux ou des types de soutien qui n'augmentent pas les pressions inflationnistes. Cette tradition est probablement héritée de l'expérience de la fin des années 1950. Le premier Plan, qui était aussi une réaction aux politiques de cette période, s'ouvrait par la définition d'une politique agricole «empêchant l'inflation». Cependant, en dépit des intentions annoncées par les décideurs, l'inflation a accompagné l'histoire économique récente de la Turquie sans solution de continuité. La part revenant à la politique des prix agricoles dans le niveau d'inflation de la fin des années 1950 était importante, mais en raison de la diminution de l'importance relative de l'agriculture dans l'économie nationale, son effet sur l'inflation globale a eu sans doute tendance à décroître dans les années récentes.

La réduction de l'inflation ne peut être, à elle seule, comprise comme l'objectif d'une politique de soutien, elle peut en revanche en Turquie être comprise comme une contrainte communément acceptée sur le niveau de soutien des prix. L'attention accordée aux prix mondiaux et l'accent mis sur les exportations – tels qu'ils apparaissent dans les Plans – sont aussi étroitement liés à la contrainte «inflation». Cependant les plans ne mettent pas en avant un objectif de maximisation des exportations agricoles via une politique de soutien des prix. Ils se réfèrent en fait au soutien des produits d'exportations quand les prix de soutien sont supérieurs aux cours mondiaux et que l'échange externe est nécessaire. Comme les pertes enregistrées par les offices sont financées par l'expansion monétaire, ce soutien peut provoquer des tensions inflationnistes. En d'autres termes les exportations, signifiant à la fois «le besoin de recettes de commerce extérieur» et «un accroissement des exportations en fonction des prix mondiaux», sont, elles aussi, une contrainte communément acceptée sur le degré de soutien des prix. Dit de manière plus explicite : les prix de soutien des exportations de produits agricoles ne doivent pas être supérieurs aux prix d'exportation. Cet objectif permet à la fois de limiter l'inflation et d'augmenter les exportations et, de surcroît, contribue à la stabilité des prix en diminuant les stocks accumulés.

L'accent mis sur la subvention des prix des intrants complète la logique des objectifs fixés ci-dessus. Les subventions des prix des intrants qui réduisent les coûts de production des agriculteurs, à supposer qu'ils utilisent déjà des intrants, augmentera leur utilisation et accroîtra ainsi en même temps la productivité de la terre. Ces subventions semblent ainsi être un aspect important des programmes de soutien turcs.

L'accroissement de productivité de la terre et du travail implique, au terme du processus (si l'on exclut la réduction des surfaces cultivées, ce qui n'a pas été le cas en Turquie), un accroissement du revenu des agriculteurs. Elle doit réduire, dans les premières étapes du développement, la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des fluctuations naturelles et de celles de la production, et, de ce fait, servir l'objectif de stabilité des prix. Ses effets sur l'accroissement de la productivité devraient augmenter la compétitivité de l'agriculture sur les marchés internationaux et de ce fait rendre moins

nécessaires les transferts inflationnistes directs et indirects *via* de hauts prix de garantie. Plutôt que des cultures particulières, c'est l'ensemble de l'agriculture qui devrait bénéficier de ces mesures. Les prix de soutien des intrants, selon ces Plans, sont le remède à tous les problèmes. Nous allons maintenant traduire ces intentions, et les gains de productivité liés et les autres objectifs affichés dans les plans, dans des termes plus conventionnels.

a) Bien-être du consommateur : cet objectif est explicitement mentionné dans le V^e Plan. Bien que les subventions sur les produits alimentaires (particulièrement pour le pain), et le contrôle des prix de la viande, soient fréquents en Turquie, ces aspects ne sont pas discutés dans les Plans sous le titre des «prix de soutien». La structure des fermes est un autre instrument important qui peut être associé au bien-être des consommateurs. Les monopoles du sucre et du tabac sont ainsi des instruments importants d'une politique redistributive.

b) Revenu des agriculteurs : chaque plan implique (ou affirme) que les revenus seront accrus *via* les subventions aux intrants. Le IV^e Plan affirme ainsi explicitement que le revenu des petites et moyennes exploitations sera soutenu. Cette affirmation est probablement étayée par les critiques des effets redistributifs sur le revenu des politiques de soutien des prix, qui sont plutôt défavorables aux plus petits producteurs. *«L'auto-consommation en blé, en particulier, est très importante. En raison des fluctuations de la production dues aux variations climatiques... les petites exploitations, les mauvaises années, peuvent même être obligées d'acheter «du blé subventionné à prix élevé»»*. Les bonnes années, lorsqu'il y a abondance de blé, les petites exploitations vendent aussi leurs surplus, mais à un prix relativement bas et en quantités relativement faibles. En règle générale, on pense que ce sont les grandes exploitations qui bénéficient le plus des politiques de soutien des prix et ceci rend la distribution du revenu encore plus déséquilibrée au sein de l'agriculture. Si les intrants sont subventionnés, les petites exploitations pourront les utiliser, mais à proportion de leur taille. L'amélioration du revenu au travers de la subvention des intrants, n'affectera pas l'actuelle distribution inégalitaire du revenu, même si cela doit augmenter globalement le revenu des groupes les plus bas.

Dans le IV^e Plan, l'encouragement des accords de production entre les coopératives de vente et les paysans est un autre objectif qui peut affecter la stabilité du revenu (partage des risques). Le IV^e Plan, au contraire des précédents qui recherchaient la stabilité des prix *via* les stocks, lie la stabilité des prix aux fluctuations des prix internationaux.

Le V^e Plan expose un autre aspect du problème du revenu et de la stabilité des prix : même si de hauts prix sont adoptés pour l'agriculture, les longs délais de paiement qui sont souvent pratiqués entraînent des réductions du prix réel et du revenu. En d'autres termes un paiement rapide est un moyen d'accroissement du revenu.

Il est aussi important de noter que les gouvernements ont mis en avant dans les Plans le fait que l'instabilité du revenu est liée à l'inélasticité de l'offre, contre laquelle les subventions aux intrants est une bonne formule. Cependant, dans le même temps il est nécessaire de considérer aussi les effets de la demande sur l'instabilité.

c) Ressources du gouvernement : le III^e Plan annonce explicitement que les pertes (dues aux prix) des agences de soutien seront couvertes par le budget. Les IV^e et V^e Plans annoncent en revanche que les agences de soutien doivent utiliser leurs propres fonds pour leurs politiques de prix, là encore afin d'«éviter l'inflation». Il va de soi en effet que si les pertes sont couvertes et les achats financés par la Banque Centrale, il y aura un impact inflationniste.

d) Echange extérieur : le II^e Plan annonce l'accroissement du soutien aux productions agricoles d'exportation. Le V^e Plan met aussi en avant le fait que le contrôle de la qualité des produits pourrait aussi amener à une augmentation des exportations.

Jusqu'aux années 1980 les produits agricoles constituaient la majeure partie des exportations. Les Plans prenaient les exportations agricoles comme un acquis et mettaient l'accent sur l'augmentation des exportations des produits manufacturés. La politique de change pratiquée – avec surévaluation de la livre turque – a désavantagé les exportations agricoles pendant une longue période. Si la maximisation des exportations agricoles avait été cherchée cette politique de change aurait dû, elle aussi, être modifiée. Les politiques de soutien de ces

périodes doivent donc être interprétées principalement comme des politiques de compensation. Cependant, il est important de mentionner, qu'après 1980, l'application de politiques de change plus libérales n'a pas provoqué de substantielles améliorations, ni dans la position de l'agriculture à l'exportation, ni dans la répartition du revenu. Les problèmes de l'agriculture en Turquie semblent plus complexes que ceux qu'avaient mis en avant les critiques de la précédente politique de change.

e) Auto-suffisance : Un thème explicite du II^e Plan était : «*Un plus grand soutien à l'agriculture pour améliorer l'auto-alimentation*». Les III^e, IV^e et V^e Plans ont repris des objectifs similaires pour des produits particuliers, mais pas sous la tête de chapitre «politiques de prix agricoles». Globalement, au cours de la dernière décennie, la Turquie est devenue auto-suffisante en produits agricoles, et ce résultat peut être considéré comme l'un des objectifs accomplis par les politiques agricoles successives.

f) Stabilité des prix : ce point a aussi été mis en avant explicitement ou implicitement dans presque tous les Plans. Pour cet objectif, le I^e Plan suggérait des améliorations dans la commercialisation, les services de crédit, des politiques favorables aux coopératives et aux stocks. Elles ont été appliquées jusqu'à un certain point dans les années suivantes, à l'exception de la politique systématique de stockage.

g) Equilibre régional : cet objectif n'a pas été mentionné sous le thème des politiques de soutien des prix, bien que les plans aient pris en compte ce problème. Le IV^e Plan le mentionne sous la tête de chapitre «objectifs de la politique agricole».

La politique de soutien des prix peut avoir une influence considérable sur l'équilibre régional. Cette influence n'est pas seulement due à la distribution géographique des cultures, mais aussi parce que bien souvent la même culture, par exemple le tabac, est soutenue dans différentes régions avec des prix différents (principalement en raison de qualités différentes). Aujourd'hui certains politiques remarquent que parfois, comme cela a été le cas lorsque les prix de soutien de la betterave à sucre ont été annoncés pour la campagne 1986/87, les paysans dans certaines régions ont peu d'alternatives de production.

Il est difficile de savoir si les subventions aux intrants ont été différenciées selon les régions. L'on peut simplement remarquer que les programmes d'aménagement hydrauliques ont été des instruments importants d'équilibre régional. Le récent projet de l'Anatolie du sud est un bon exemple.

Il est aussi possible, bien que cela ne soit pas mentionné comme un objectif explicite de politique, que les prix de vente des agences de soutien diffèrent selon les régions. On peut citer des années où les régions déficitaires de la Mer Noire et de l'Est Anatolien, ont été approvisionnées avec des farines à prix relativement bas.

h) Nutrition : là encore, la nutrition n'est pas mentionnée sous la rubrique des politiques de soutien des prix, mais comme un objectif général de la politique agricole. Cet objectif a souvent été couplé avec celui de l'auto-suffisance, et sauf lorsqu'il s'agit d'un problème majeur, on souligne généralement le bas niveau de consommation de la viande en Turquie et suggère des incitations et politiques d'amélioration.

i) Soutien à l'industrie nationale : tous les Plans soulignent la priorité à l'accroissement de la part de l'industrie domestique dans l'économie générale. L'accroissement de la production agricole, au travers de l'amélioration des technologies et la mobilisation des ressources, ont été des objectifs subordonnés au processus d'industrialisation. Le soutien (*support coverage*) pour les matières premières agricoles, comme le coton, la laine et le tabac a des implications directes pour le soutien des entrants industriels. Le poids donné à la subvention des intrants plutôt qu'aux prix des produits devient manifeste à ce moment.

2. Les résultats des politiques agricoles

A l'exception du V^e Plan, l'on peut dire que les intentions affichées ont coïncidé en grande partie avec les résultats. Interprétés de façon étroite, les Plans avaient pour but d'augmenter la productivité via la subvention des intrants de production, et, au regard des performances passées de l'agriculture turque, leurs résultats peuvent être considérés comme pleinement satisfaisants. Cependant, en les comparant avec les résultats atteints dans les pays développés, on constate encore de grandes réserves de productivité.

Comme nous l'avons montré précédemment, les Plans cherchent aussi à atteindre d'autres objectifs tout en prenant pour acquises les contraintes relatives à l'augmentation de la productivité, l'inflation et les prix mondiaux. Les objectifs d'auto-suffisance et la stabilité des prix ont été aussi atteints. Les prix de soutien montrent moins de variabilité si on les compare aux prix limites et prix d'équilibre ou aux prix des cultures non-soutenues par le gouvernement. Les exportations agricoles ont commencé à décroître, en termes relatifs, après la suppression ou la diminution des subventions aux intrants au début des années 1980. Les mesures de soutien n'ont pas eu d'effets significatifs sur la variabilité de la production. La source de l'instabilité du revenu a été reconnue dans la variation de la production, depuis qu'une notable stabilité des prix a été obtenue *via* la politique des prix. Parce que les prix des intrants et de la production ne sont pas modulés selon la taille des exploitations, on a généralement dit que la politique des prix avait favorisé les inégalités dans la distribution du revenu dans les zones rurales. La recherche que nous menons actuellement identifie plutôt les politiques de soutien des prix des intrants, et non les politiques de soutien des prix de production, comme source possible d'accroissement de l'inégalité du revenu dans l'agriculture (voir par exemple Kasnakoğlu, Gürkan (1986) ; Mann (1978) ; Somel (1979)).

La rigueur veut maintenant que nous répondions à la question de savoir pourquoi il y a eu un changement de politique depuis 1980. Deux possibilités s'offrent : elle était coûteuse, et sans accroissement des terres irriguées, l'accroissement ultérieur de la consommation d'autres intrants n'aurait pas apporté d'amélioration des rendements ; deuxièmement, le marché est devenu saturé et les facteurs de demande ont interdit des augmentations ultérieures.

3. L'effet d'allocation des ressources des politiques agricoles

L'effet le plus important des politiques agricoles (qui ne sont rien d'autre que des interventions dans les libres mécanismes de marché) est leur impact sur l'allocation des ressources, à la fois dans le court et le long terme. Malheureusement, les données et les autres informations nécessaires pour une modélisation, ainsi que la diffusion restreinte des études dédiées à cette dimension importante des politiques agricoles en

Turquie, rendent une étude détaillée difficile, sinon impossible. Cependant, dans cette partie nous synthétiserons les résultats des études existantes, et nous nous risquerons à certaines hypothèses sur la demande en force de travail.

Les interventions gouvernementales sur le marché des intrants, sous forme de subvention de leurs coûts, en les fournissant gratuitement ou à prix réduits *via* des investissements infrastructureux, ont tous été inflationnistes, provoquant une extension et une amélioration de l'utilisation des terres et des fertilisants, améliorant les pratiques d'irrigation, accroissant la mécanisation et réduisant les jachères. En termes absolus, tous ces changements semblent avoir eu pour résultat d'accroître la demande en travail.

Du point de vue la production finale, les choses ne sont pas si claires. L'intervention gouvernementale sur les marchés de produits finaux a eu sans aucun doute des effets d'allocation. Il a été montré dans plusieurs études sur l'agriculture turque que les producteurs sont sensibles aux signaux généraux du marché, et aux prix des cultures en particulier. Il a aussi été montré que les prix de soutien ont, dans une large mesure, déterminé les prix relatifs des produits (Kasnakoğlu, 1986). Ce qui reste à voir sont les niveaux absolus et relatifs de la production finale et les effets ultérieurs de ces politiques sur la force de travail.

Ces effets peuvent être à leur tour décomposés : ceux résultant des effets sur les prix domestiques relatifs et ceux résultant de l'écart entre les prix domestiques absolus et relatifs et les prix internationaux. Les prix relatifs aux producteurs pour la période 1938-1982 ont été, dans le cas turc, plutôt favorables aux cultures de rente et aux cultures d'exportation ; comme ces cultures sont relativement plus intensives en travail, elles semblent avoir créé une pression positive sur la demande en travail pour autant que la superficie totale cultivée n'ait pas déclinée à la suite de déplacements dans la composition de la production finale. Les effets de distorsion résultant de l'écart entre les prix internationaux et les prix intérieurs *via* un taux de change sur-évalué, des restrictions imposées à l'importation ou à l'exportation et la subvention des prix intérieurs sont plus complexes à évaluer.

Dans une récente étude Kasnakoğlu et Gürkan (1986) ont calculé les effets sur la production des politiques de prix agricoles en Turquie pour

certaines produits sélectionnés et ont montré que, à l'exception du coton et de la betterave à sucre, les politiques de prix ont provoqué des pertes nettes pour tous les produits, y compris le blé, l'orge et le tabac. Le gain moyen de production de coton par an au cours de la période 1960-80 a été de 0,4% et de 2% pour les betteraves à sucre. Le manque à produire provoqué par les interventions sur le blé, l'orge et le tabac ont été de 15%, 8% et 3% respectivement. Bien que les gains et pertes de production aillent dans le sens d'un accroissement d'une demande additionnelle de travail lorsque leur amplitude est tenue en compte, les pertes de demande de travail dues aux contractions de la production en blé orge et tabac sont supérieures aux gains dus aux effets positifs concernant le coton et la canne à sucre.

Pour résumer : les interventions sur les marchés de produits (*output market*) ont, dans leur ensemble, contribué à une diminution de la demande de travail dans l'agriculture turque, alors que les interventions sur les marchés des intrants ont eu un effet inverse. Plus encore, les effets des politiques d'intrants ont plus que contrebalancé les contractions liées à la politique appliquée aux marchés des produits, et ont donc permis une expansion nette de demande de travail dans l'agriculture.

Bibliographie

ARESVIK (O.), 1975, *The Agricultural Development of Turkey*, New York, Praeger Publishers.

BULMUŞ (I.), 1978, *Tarımsal Fiyat Oluşumuna Devlet Müdahalesi* (L'intervention de l'Etat sur la fixation des prix agricoles), Ankara, ITIA Publication n° 113, Ankara.

DÖNMEZÇELİK (U.), 1979, *Türkiye'de Tarımsal Destekleme Fiyat Politikasının Etkinliği* (L'efficacité de

la politique de soutien des prix agricoles en Turquie), Ministry of Finance, *Publication n° 204*, Ankara.

ERGUN (Y.), 1978, *Tarımsal Ürün Destekleme Alımları* (Les achats de soutien des produits agricoles), Ministry of Finance, *Publication n° 194*, Ankara.

KASNAKOĞLU (H.), 1986, Agricultural price support policies in Turkey : an empirical investigation, in RICHARDS (A.) (ed), *Food, States and Peasants : Analyses of the Agrarian questions in the Middle East*, Westview : Boulder and London, 131-157.

KASNAKOĞLU (H.), GÜRKAN (A.A.), 1986, The political economy of agricultural pricing policies : the case of Turkey, *Project Report n° 3* prepared for the World Bank, Ankara.

KASNAKOĞLU (H.), AKDER (H.), and GÜRKAN (A.A.) (1987), *Agricultural Labor and Technological Change in Turkey*, METU Economic Research Center Working Paper, February.

MANN (C. K.), 1978, The effects of government policy on income distribution in Turkey since World War II, in E. Özbudun and O. Ulusan (eds) : *The Political Economy of Income Distribution in Turkey*, New York : Oxford University Press.

SOMEL (K.), 1979, Agricultural support policies in Turkey : a survey of literature, *METU Studies in Development*, 6 : 75-323.

STATE PLANNING ORGANIZATION, 1963-1987, *Five Year Development Plans*, Ankara.

TÜTÜNCÜ (M.B.), (1984), *Türkiye'de destekleme politikasının uygulaması hakkında not* (Note sur l'application de la politique de soutien en Turquie). KFB/KKID-TKS, Ankara (mimeo).

World Bank (1983), *Turkey : Agricultural Development. Alternatives for Growth with Exports*, vol. III, Washington, D.C.

**Tableau 1 : Intervention de l'Etat dans la collecte et la commercialisation
de produits agricoles**

Produit	Premières années des achats de soutien	Achats aux producteurs			Ventes domestiques			Transformation			Export/Import		
		EEE	CVC	Privé	EEE	CVC	Privé	EEE	CVC	Privé	EEE	CVC	Privé
Blé	1938	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	-
Orge	1940	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	-
Seigle	1940	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	-
Avoine	1940	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	-
Riz	1944-67	X	-	X	X	-	X	-	-	X	X	-	-
Maïs	1940	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	-
Pois chiche	1979	-	X	X	-	X	X	-	-	X	-	X	X
Lentille	1979	X	X	X	X	X	X	-	-	X	-	X	X
Tabac	1940-67	X	-	X	X	-	-	X	-	X	X	-	X
Canne à sucre	1926	X	-	-	X	-	-	X	-	X	X	-	-
Opium	1938-75	X	-	-	X	-	-	X	-	-	X	-	-
Coton	1966	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Huile de tournesol	1969	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Soja	1976	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Colza	1979	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Huile d'olive	1968	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Pistache	1968	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Noisette	1962	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Figue sèche	1962	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Raisin	1962	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Thé	1962	X	-	-	X	-	-	X	-	-	X	-	-
Rose	1976-80	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X
Cocons frais	1976-80	-	X	X	-	X	X	X	X	X	-	X	X
Mouton	1976	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X
Bétail	1976	X	-	X	X	-	X	X	-	X	X	-	X
Laine angora	1970	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Laine de mouton	1979	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Lait	1976	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

Source : Aresvik (1985) ; Banque Mondiale (1983) ; Ergün (1978) ; Dönmezçelik (1979).

Notes : EEE = Entreprises Economiques d'Etat.

CVC = Coopératives de vente ou de crédit.

Tableau 2 : Engagements du gouvernement dans la fixation des prix, la transformation et la distribution de produits agricoles

	Prix d'intervention	Production ou fabrication					
		Manufacture		Distribution		Imports	
		Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Engrais	X	X	X	X	X	X	-
Semences sélectionnées	-	X	X	X	X	X	-
Pesticides	-	-	X	X	X	-	X
Tracteurs	X	X	X	X	X	X	X
Moissonneuses	X	-	-	X	X	-	X
Autres machines agricoles	-	-	X	X	X	-	X
Aliments du bétail	-	X	X	X	X	X	X
Carburant	X	-	-	X	X	X	-
Eaux	X	X	-	X	-	-	-
Races sélectionnées	-	X	X	X	X	X	X

Sources : Aresvik (1975) ; Banque Mondiale (1983).

Note : Toutes les importations sont soumises à un certain degré de contrôle puisqu'elles nécessitent l'obtention de licence d'importation.

Tableau 3 : Proportion des achats de soutien dans la production agricole

Produit	% de la production totale achetée par les EEE ou les CVC	% de la production totale mise en marché	% de la production commercialisée achetée par les EEE ou les CVC
Blé	5-19	35	14-54
Orge	0,3-14	30	1-47
Seigle	0,2-12	30	0,6-40
Avoine	0,01-2	30	0,3-7
Riz	0,1-22	100	0,1-22
Mais	0,07-0,6	35	0,2-2
Pois chiche	10-15	40	25-38
Lentille	5-10	40	13-25
Tabac	13-91	100	13-91
Betterave à sucre	100	100	100
Opium	62-89	90	69-99
Coton	49-100	100	49-100
Huile de tournesol	1-56	100	1-56
Soja	10	100	10
Huile d'olive	0,01-0,6	90	0,01-0,7
Pistache	1-25	90	1-28
Noisette	44-79	90	49-88
Figue sèche	8-10	80	10-13
Raisin	1-3	80	1-4
Thé	100	100	100
Cocons frais	16-58	100	13-58
Ovin	6-35	50	12-70
Bovin	34-50	50	64-100
Laine angora	0,3-14	80	0,4-18
Laine de mouton	5-10	80	6-13

Sources : Bulmus (1978) ; Tütüncü (1984).

Notes : Les pourcentages achetés par les EEE et les CVC (colonne 3) indiquent l'écart maximum au cours des années 1970 à 1983.

Tableau 4 : Objectifs politiques et instruments dans les plans quinquennaux de développement Turc

	1. Plan	2. Plan	3. Plan	4. Plan	5. Plan
1 - Augmentation de la productivité par subvention des entrants plutôt que des produits.	X	X	X	X	X
2 - Amélioration des services de vulgarisation.	-	-	X	X	-
3 - Lutte contre l'inflation.	X	X	X	X	X
4 - Couverture des pertes par le budget.	-	-	X	-	-
5 - Auto-financement des offices de soutien.	-	-	-	X	X
6 - Stabilité des prix par :	X	X	X	-	X
- services de mise en marché et crédit	X	-	-	-	-
- stocks	X	-	-	-	-
- Coopératives	X	-	-	-	-
7 - Prise en considération de la structure des prix relatifs	X	X	X	-	-
8 - Annonce des prix avant la période de récolte.	-	-	X	X	X
9 - Amélioration des statistiques et meilleures prévisions.	-	-	-	-	X
10 - Plans de production basés sur des politiques de soutien.	-	-	-	X	-
11 - Soutien aux unités paysannes moyennes.	-	-	-	X	-
12 - Stabilité du revenu.	-	-	-	X	-
13 - Prise en compte des prix internationaux.	-	-	X	X	X
14 - Paiements rapides.	-	-	-	-	X
15 - Incitation à des accords entre les offices et les producteurs.	-	-	-	X	-
16 - Plus grand soutien aux cultures d'exportation.	-	X	-	-	-
17 - Prise en compte de la qualité dans l'attribution de soutiens.	-	-	X	-	X
18 - Soutien accru aux produits augmentant l'auto-suffisance.	-	X	-	-	-
19 - Réduction du nombre de produits soutenus.	-	-	X	-	-
20 - Paiements compensatoires pour réduire la production de certains produits.	-	-	X	-	-

X : "indiqué explicitement".

- : "non mentionné"

Source : *Five Year Development Plans : First Plan*, p. 190, *Second Plan* p. 308, *Third Plan*, p. 304, *Fourth Plan*, p. 279, *Fifth Plan*, P. 36-37.